

Courrier Fédéral

N° 346

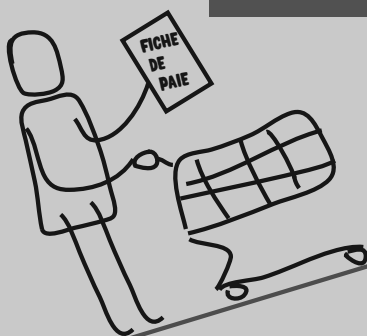
du 20.04.13 au 26.04.13

ENCART
«Dossier Ferroviaire»

Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082

Voir vidéo en Une du site de la FTM CGT



L'UTILISATION DE L'INDICE INSEE
DANS LES NÉGOCIATIONS SALARIALES

■ EUROPE

L'austérité à tout prix, quelles conséquences ?
Tour d'horizon dans les pays européens

pages 2 à 4

■ ECONOMIE

En 2012, pas de crise
pour les bénéficiaires des grands groupes

pages 5 à 6

■ ECONOMIE

L'Indice des prix INSEE
permet-il de mesurer le coût de la vie ?

page 7

■ PUBLICITE

page 8

Courrier Fédéral

Fédération des Travailleurs
de la Métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>
courriel : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0413 S 06474
Imprimé par nos soins

L'AUSTERITE A TOUT PRIX, QUELL TOUR D'HORIZON

En France, la CGT se bat contre les mesures d'austérité et notamment l'accord sur la flexibilisation de l'emploi qui sonne la mort du code du travail. L'argument de rendre l'emploi plus flexible pour faire face à la crise économique est-il fiable ?

En regardant de plus près dans les autres pays européens qui ont détruit les droits des salariés, le bilan n'est pas glorieux. A chaque fois ce sont les mêmes remèdes qui sont proposés et que combattent les populations : privatisations, baisses des effectifs dans les services publics, fermetures d'écoles, casse du système de santé, mise en cause des Conventions Collectives.

Tour d'Horizon lors d'une réunion des syndicats de la métallurgie européens.



Témoignages

Portugal

Rogério Silva (Secrétaire Général Fiequimetal CGTP)

« Il est intéressant de voir la situation du Portugal avant et après l'arrivée de la troïka au Portugal. La dette du pays, par rapport au PIB, a explosé après l'arrivée de la Troïka dans le pays. Dès le début de la crise, la consommation a commencé à chuter. Les Portugais souffrent. Le pays est devenu très dépendant des financements extérieurs. 75 milliards d'euros ont été prêtés au Portugal, dont les intérêts représenteront 38 milliards d'euros. La situation portugaise est fortement liée à l'augmentation du chômage (1,3 million de chômeurs réels sur 4,3 millions d'actifs) et à la baisse de la consommation interne (les salaires ont baissé de 30% dans le secteur manufacturier). Toutes les grandes augmentations de salaires ont été obtenues grâce à de grandes luttes. Il n'y a pas de création d'emplois au Portugal. Il est impossible de créer de l'emploi en détruisant l'industrie. Le secteur des services de l'automobile est en totale déconfiture... Chaque jour des garages ou des concessions ferment. En même temps, les grandes multinationales qui interviennent au Portugal ont augmenté leurs profits. »



Belgique

Michael Venturi (MWB FGTB)

« Nous venons de vivre 4 années de crise en raison de la crise du capitalisme qui est partie de la bulle financière des Sub-primés. Le sauvetage des banques par les Etats a lourdement endetté les comptes publics de ces pays. Les grandes entreprises ne sont que très peu taxées et continuent à faire d'énormes bénéfices. Pour exemple, ARCELORMITTAL a fait 2,2 milliards d'euros de bénéfices et n'a payé que 586 euros d'impôts. Toutes ces exonérations coûtent à l'Etat belge 6 milliards d'euros par an. Le renflouement des banques a coûté aux contribuables belges 340 milliards d'euros, soit un an de PIB ! Le taux d'endettement du pays, qui était de 93% au début de la crise en 2007, est aujourd'hui à près de 100%. Le chômage a augmenté et se situe aujourd'hui à 8,3% de la population active (4% en Flandres et 12% en Wallonie). Actuellement, 200 millions d'européens n'ont plus les moyens de consommer et c'est ce qui plombe les débouchés malgré des salaires soi-disant élevés. Donc les salaires ne sont pas un problème pour les exportations. La rentabilité de l'entreprise continue d'augmenter. On assiste, dans le même temps, à des destructions d'emplois, à une productivité en hausse et la diminution de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Pour la première fois en 2013, le gouvernement ne veut pas rendre obligatoire l'augmentation des salaires en fonction de l'inflation (système d'indexation des salaires), ce qui représenterait une augmentation générale des salaires de 0,3% dans le pays. Les budgets de l'Etat ont été diminués de 11 milliards d'euros. On veut désormais raccourcir le versement des allocations chômage et les rendre dégressives. La flexibilité a été augmentée. Le volant des heures supplémentaires a été porté à 180 heures annuelles et leur utilisation par l'employeur ne nécessite pas l'avis des syndicats. Les résultats nets sont en constante progression et les dividendes versés aux actionnaires également. Le nombre de millionnaires en Belgique est passé de 67 000 à 72 000 en un an ! »

ES CONSEQUENCES ?

RIZON DANS LES PAYS EUROPEENS



Royaume-Uni

Simon Dubbins (UNITE)

« UNITE couvre 24 secteurs d'activité et a 1,2 million d'adhérents dont 350 000 dans l'industrie. M. Thatcher a été l'une des premières à mettre en place des politiques néolibérales avec la privatisation de tous les secteurs publics. 50% des adhérents des syndicats ont été perdus pendant la période de terreur de Thatcher. Aujourd'hui, il y a environ 2 millions de travailleurs dans l'industrie. Son successeur n'a pas changé la politique néolibérale qui avait été mise en place. Notre économie est devenue très dépendante des secteurs financiers et des services. Quand la crise est arrivée, les conséquences ont été dévastatrices sur l'économie. Notre premier ministre conservateur a mis en place des plans d'économie drastiques. Les causes de la crise sont utilisées pour approfondir les politiques néolibérales. C'est un gouvernement de riches, pour les riches et au profit des riches. Les coupes budgétaires sont tellement importantes que celles faites par Thatcher apparaissent aujourd'hui comme celles d'une amatrice. Les services de santé ont été privatisés comme les services de polices, et bientôt les prisons.

Ils ont coupé des heures de délégations dans le secteur public. C'est très certainement le pays où les droits syndicaux sont les plus faibles en Europe. Il y a des projets pour virer des familles à faibles revenus de Londres et les déplacer à plusieurs centaines de kilomètres de la capitale.

Le Royaume-Uni est dans une 3^{ème} récession. Même le FMI dit que les coupes ont été trop importantes. Les entreprises font des gros bénéfices mais n'investissent pas. Les salaires ont baissé de près de 15% au cours des 3 dernières années. Nous essayons d'organiser une nouvelle journée d'actions cette année.

Il y a eu beaucoup d'émeutes de jeunes l'année dernière en raison de coupes budgétaires sur les services sociaux chargés de s'occuper d'eux. Cela ne m'étonnerait pas que cela se reproduise cet été.

UNITE mène actuellement une grande campagne de syndicalisation à travers le pays. Nous disposons de 700 bureaux à travers le pays et 200 personnes s'occupent à temps plein de la syndicalisation. Nous menons également une campagne «un salaire pour vivre», et nous avons précisé nos demandes, pour le futur gouvernement, sur la mise en place d'un salaire minimum et obtenir la liberté d'action syndicale et le droit de grève. Enfin, le Premier ministre britannique veut organiser un référendum sur l'Europe et UNITE devra se battre afin de ne pas sortir de l'Union européenne. »

Italie

Sabina Petrucci (FIOM CGIL)

« C'est la 5^e année de crise. Le PIB a perdu 2,5%. Le taux de chômage officiel est de 11,1%. Mais il est réellement beaucoup plus élevé. Le taux de chômage des jeunes est de 38,7% et près de 58% dans le sud de l'Italie. Il y a 3,5 millions de précaires. La consommation a baissé de 3% l'année dernière. La dette du PIB représente aujourd'hui 125% du PIB et les taux d'intérêts sont à 6%. 9 à 10 milliards de personnes vivent dans la pauvreté.

5 lois d'austérité ont été adoptées dans les 16 derniers mois afin d'appliquer les mesures d'austérité européennes et économiser 100 milliards d'euros. Le taux de taxation sur les salaires est de 47%. Les salaires des fonctionnaires ont été gelés pendant 4 ans. La TVA a augmenté de 2 points.

Une réforme du marché du travail a libéralisé les licenciements et les a rendus moins chers pour les employeurs. L'âge de départ à la retraite est 70 ans. Aucune lutte de la corruption (estimée à 600 milliards d'euros) et de la fraude (estimée à 200 milliards d'euros) n'a été initiée alors que celle-ci est énorme en Italie. Toutes les mesures ne touchent que les salaires et les retraites.

Malgré les pertes d'emplois dans le secteur de la métallurgie et les accords de FIAT qui ont exclu la représentation de la FIOM dans les usines italiennes, l'organisation n'a perdu que peu d'adhérents (2009 = 363 559 ; 2012 = 357 200). La FIOM demande une nouvelle loi sur la représentativité. »



Grèce

Yannis Stefanopoulos (Président POEM)

« Les salaires des travailleurs ont fortement baissé et les produits des industries lourdes sont devenus compétitifs. Le chiffre officiel du chômage est de 25%, mais en réalité il est beaucoup plus important. Il y a des familles où aucune personne ne travaille. Le chômage des jeunes est à 60% ; celui des femmes est à 40%. Certains travailleurs ne travaillent que quelques heures par mois et sont considérés comme des travailleurs et non des chômeurs. La TVA est à 23%. Tous les jours il y a une nouvelle taxe. La seule chose sur laquelle il n'y a pas de taxe c'est l'air que l'on respire.

Qui paie pour tous ces plans ? Il y a 30 taxes sur une maison ! Il n'y a plus de gouvernement autonome en Grèce. La troïka gouverne le pays avec l'Allemagne. Il n'y a pas d'espoirs pour les jeunes. Toute la force vive du pays émigre vers tous les continents.

Seuls les syndicats représentent des alternatives aux politiques menées. Toutes les conventions collectives ont été dénoncées en Grèce le 14 février dernier, à la demande de la troïka ! Les employeurs sont prêts à négocier mais avec une coupe de 30% dans les salaires. Si aucune convention n'est conclue dans les 3 mois, ce sont les conventions individuelles qui prévaudront ! Par ailleurs, on peut conclure des conventions d'entreprises qui dérogent aux conventions collectives sectorielles... même dans les entreprises qui n'emploient que 2 ou 3 salariés, sans syndicat !

Le fascisme augmente en Grèce avec un parti néo-nazi qui est à 12% des intentions de votes. Les gens ne sont pas fascistes, mais le désespoir mène à un sentiment de vengeance contre le système et donc peut mener à l'extrémisme.

Le FMI est venu en Grèce pour dire qu'il s'était trompé dans son calcul et que l'austérité mènerait à plus de problèmes...

Ce sont les pauvres qui paient et tous les riches ont sorti leur argent de Grèce. Il n'y plus d'argent et nous ne pouvons pas investir dans les travaux publics. La situation est tragique. Nous continuons le combat et nous ne sommes pas prêts à arrêter. Depuis 2010, 27 grèves générales interprofessionnelles ont été organisées, auxquelles il faut ajouter 10 de plus pour le seul secteur de la métallurgie.

Ce programme est criminel ! Toute une génération a été sacrifiée et celle d'après a été hypothéquée. Toute une génération émigrera ou vivra dans une situation de misère. Qu'a-t-on fait à l'Europe pour qu'elle se venge sur nous ? C'est la main invisible du marché qui régule le monde du travail... mais ce n'était pas une main invisible mais un coup de poing ! La seule chose que nous avons à perdre dans notre combat ce sont nos chaînes !

Enfin, je souhaite informer que je suis passible de prison avec 12 autres camarades en raison d'une manifestation que nous avons organisée devant le ministère de la défense afin de lutter pour les chantiers navals de Scaramanga pour toucher nos salaires. Mon procès aura lieu le 1^{er} octobre prochain à Athènes. »

Luxembourg

Jean Luc Benardini (OGBL)

« Le PIB du Luxembourg continue à progresser mais à un rythme moins soutenu. Il a augmenté de 2% en 2011. Il n'y avait pas de dette publique avant 2008 ; depuis lors, elle est passée à 18% du PIB en raison du financement des banques.

Les réserves des caisses de retraites représentent 27% du PIB. Bruxelles considère ces réserves comme une dette.

L'âge de départ à la retraite a été reculé de 3 ans et les pensions ont été amputées de 15%. Le chômage représente 8% de la population active, alors qu'il était de 2% en 2008. Les salaires ont diminué et la part de ces derniers dans la valeur ajoutée a également reculé. Dans le même temps, les dividendes ont augmenté. Le salaire minimum est de 1 874 €. Le taux de pauvreté est de 19%. La population active représente 320 000 personnes dont 150 000 frontaliers venant de Belgique, France et Allemagne.



Et ailleurs

Les pays Nordiques (Danemark, Suède, Norvège, Finlande) subissent aussi le chômage des jeunes de moins de 25 ans. Avec cette particularité que la flexisécurité, tant vantée, est source aujourd'hui de blocage pour les jeunes diplômés. Ainsi, 40% des jeunes ingénieurs sont au chômage.

En Allemagne, la chambre haute du parlement a ratifié, en début d'année, un niveau de salaire mini par branche. C'est un premier pas dans la mise en œuvre d'un salaire minimum dans le pays.

Les pays de l'Est de l'Europe s'engagent comme jamais dans la lutte contre l'austérité. Plus de 100 000 Polonais salariés des services publics ont protesté, lors d'une grève dans le sud du pays. Dans le Sud-ouest, en Silésie, à plus de 70%, les salariés de plus de 600 entreprises, mines, écoles ont voté pour la grève contre les mesures d'austérité.

En Slovénie, les manifestations qui duraient depuis novembre dernier et qui s'amplifiaient chaque jour ont contraint le gouvernement à démissionner. La situation est la même **en Bulgarie** où le parlement est dissout et des législatives anticipées sont convoquées pour le 14 mai prochain. **En Roumanie**, ce sont les salariés de Dacia qui réclament une hausse de leur salaire de 25%...

EN 2012, PAS DE CRISE POUR LES BENEFICES DES GRANDS GROUPES

Dans un contexte social totalement détérioré où la défiance vis-à-vis des politiques est à son plus haut, avec un recul du pouvoir d'achat des français (-1% pour la première fois depuis 1984 d'après l'INSEE), l'augmentation du chômage (3.2 millions de chômeurs), l'augmentation de la pauvreté (14% de la population)... les grands groupes français continuent de réaliser des bénéfices pour les reverser sous forme de dividendes ou de rachats d'actions à leurs actionnaires.

D'autres groupes affichent des résultats en apparence catastrophiques mais qui cachent d'importantes dépréciations d'actifs. Les groupes de la métallurgie n'échappent pas à cette tendance.

Qu'importe la conjoncture, les grands groupes assurent leurs revenus aux actionnaires.

(Document 1)

En 2012, les groupes du CAC 40 ont réalisé 53 milliards d'euros de bénéfices. Ces bénéfices ont servi à hauteur de 36.3 milliards d'euros à verser des dividendes et à hauteur de 4.6 milliards d'euros à procéder à des rachats d'actions.

Toujours d'après les mêmes sources, ces grands groupes auraient déduits de leurs résultats 17 milliards d'euros pour dépréciations d'actifs.

Quelques éclairages sur les dépréciations d'actifs

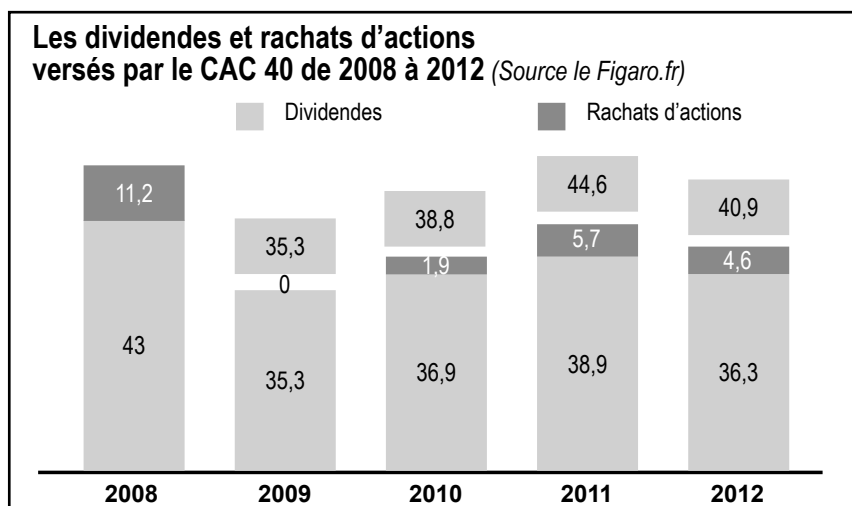
Une dépréciation traduit une perte de valeur d'origine interne (Obsolescence/ Dégradation physique/ Changements importants dans le mode d'utilisation/ Performances inférieures aux prévisions) ou externe (Valeur du marché/ Changement importants/ Taux d'intérêt ou de rendements...).

Ainsi la dépréciation représente une perte de valeur dès lors que la valeur d'un actif devient inférieure à sa valeur nette comptable. Cette dépréciation est réversible et concerne tous les actifs (immobilisés et circulants) (ex : stocks, créances mais également biens immobilisés).

Au bilan le montant de la dépréciation vient diminuer valeur d'origine du bien.

Au compte de résultats, la dépréciation est portée sous forme de charge, étant réversible cette dépréciation peut être portée en + ou -.

Document 1



Document 2

Les résultats des groupes de la métallurgie

Sociétés	Résultats nets 2012 en millions d'euros
Air Liquide	1 061
ST Microelectronics	- 875
Renault	1 770
Peugeot	- 5 000
Schneider Electric	1 840
Saint Gobain	766
EADS	1 230
Essilor International	584
Legrand	506
Alcatel Lucent	- 1 451
Vallourec	217
Dassault Aviation	524
Areva	- 99
Safran	1 300
SEB	210
Faurecia	142
Valéo	380
ArcelorMittal	- 2 082 millions de \$ (spécifique en \$)

Pour conclure la provision pour dépréciation d'actif = un mouvement dans les comptes de l'entreprise qui consiste à mettre de l'argent de côté en supposant que tel ou tel bien ou avoir appartenant à l'entreprise peut voir sa valeur ou son utilité baisser.

Ces provisions peuvent néanmoins «être ajustées» dans le temps. (Document 2)

Dans leur écrasante majorité, les grands groupes de la métallurgie continuent de réaliser des bénéfices importants. **Contrairement à ce que prétendent l'UIMM et le MEDEF, une part non négligeable des résultats de ces groupes provient du marché français et d'Europe de l'Ouest où ils maintiennent un niveau de marges très élevé. A titre d'exemple le 1^{er} marché pour Renault et PSA reste la France.**

A l'image de leurs carnets de commandes florissants, les groupes de l'aéronautique réalisent de très bonnes performances financières.

Malgré la baisse des ventes, les grands donneurs d'ordres de l'automobile se portent bien, à l'exception de PSA (voir explications ci-dessous).

D'ailleurs PSA et Renault disposent de réserves financières conséquentes. **Renault détient plus de 13.5 milliards d'euros de trésorerie et PSA détenait 12 milliards d'euros de sécurité financière** lors de l'annonce de la fermeture d'Aulnay et du plan Varin.

Que se cache-t-il derrière l'annonce des 5 milliards d'euros de pertes pour PSA ?

Le groupe PSA annonce un résultat net part à -5 010 M€, avec une dépréciation d'actifs et des provisions pour restructurations de l'ordre de 4.7 milliards d'euros.

Le résultat opérationnel courant du groupe qui traduit une mesure de l'activité de l'ensemble des divisions du groupe ressort à -576 millions d'euros. Ce qui est certes un résultat négatif mais en aucun cas une perte abyssale et irrémédiable.

PSA a provisionné plus de 4 milliards d'euros pour dépréciation d'actifs, ainsi le groupe considère qu'en raison de la baisse de ventes automobiles en Europe la valeur de son outil de production de la branche automobile a perdu en valeur 3 milliards d'euros, selon le cours du marché.

- Ces provisions sont elles des pertes sèches pour l'entreprise ? NON

Rien n'empêche la direction de réévaluer ces dépréciations d'actifs dans 1 an ou 2 ans ; ainsi en 2014 ou 2015, PSA pourra dire finalement l'inverse et ainsi cette appréciation de leurs actifs pourra améliorer le résultat annuel.

- PSA a-t-il provisionné de l'argent pour effectuer son plan social ? OUI

PSA a provisionné 440 millions d'euros pour la restructuration de la division automobile. Ces 440 mil-

lions font baisser le résultat de l'entreprise et servent aujourd'hui à justifier le plan Varin !

Et bien sur tout cela est parfaitement légal !!!!

A qui vont profiter les accords de compétitivité ?

Pour la CGT, nul doute que ces accords vont de nouveaux ponctionner les salariés pour accroître la rentabilité des entreprises. Pour s'en convaincre il n'y a qu'à voir dans quelle situation se trouvent les entreprises où ont été signés de tels accords.

Pour revenir à l'automobile, Renault va mettre en place un accord de ce type à l'ensemble des salariés pour maintenir la compétitivité du groupe, alors que d'un point de vue financier la société ne s'est jamais portée si bien (cf. la trésorerie de 13 milliards d'euros).

Chez PSA, la direction va faire passer le temps de travail à 40 heures sur le site de Poissy qui récupère la production de la C3 faite à Aulnay. Ce qui signifie clairement qu'il va être demandé à moins de salariés de produire plus. C'est l'illustration des conséquences directes de l'ANI et de ces accords dits de compétitivité.

La sortie de crise passe par la relance de la consommation et du pouvoir d'achat

En France, une part croissante de la richesse créée sert à rémunérer les apporteurs de capitaux, avec des conséquences de plus en plus néfastes pour l'ensemble de l'activité réelle, comme l'illustre le graphique ci-dessous où il apparaît que depuis 2003 les entreprises privées dans notre pays (hors banque et assurances) versent plus de dividendes qu'elles n'investissent. (Document 3)

Aux résultats colossaux mentionnés précédemment s'ajoutent 170 milliards d'aides publiques dont bénéficient les entreprises en France. A ces aides, il conviendrait d'ajouter l'avant dernier cadeau du gouvernement au MEDEF à savoir le crédit impôt compétitivité qui devrait coûter la bagatelle de 20 milliards d'euros.

Le travail n'est pas un coût

Ce qui crée de la richesse nouvelle, de la « valeur ajoutée », c'est bien le travail humain. La valeur ajoutée = richesse nouvelle = biens et services nécessaires pour satisfaire les besoins sociaux et économiques. Ni la machine, ni l'argent ne créent de la valeur. De l'argent en tant que tel ne peut pas fructifier. Une machine, même des plus sophistiquées et perfectionnées, ne produit pas non plus en soi de la valeur. Les machines, équipements et matières transmettent leur valeur au prorata de leur participation à la production.

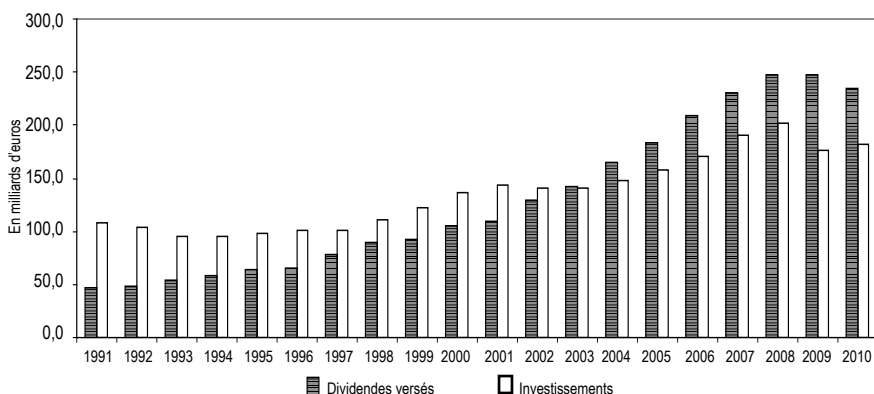
La force de travail ne transmet pas seulement sa valeur, elle produit aussi une « valeur ajoutée ». (Document 4)

La force de travail ne transmet pas seulement sa valeur, elle produit aussi une « valeur ajoutée ».

C'est dans l'humain que les entreprises et le gouvernement doivent investir et non dans la rémunération aveugle du capital. La sortie de crise passe par la relance de la consommation et du pouvoir d'achat.

Document 3

Investissements et dividendes versés (sociétés non financières)



Document 4

	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Excédent brut d'exploitation	50,1	161,0	221,4	266,6	281,4	306,5	313,2	277,3	293,9	287,3
Revenus distribués des sociétés (reçus)	3,7	17,6	63,4	118,4	141,1	155,4	165,1	155,4	146,1	147,9
Revenus distribués des sociétés (versés)	10,0	40,6	105,6	183,6	209,3	229,9	247,6	235,5	219,8	237,8
Revenus nets (versés-reçus)	6,3	23,0	42,2	65,2	68,2	74,5	82,5	80,0	73,7	89,9
Revenus nets/ EBE (en %)	13%	14%	19%	24%	24%	24%	26%	29%	25%	31%

Source INSEE, comptes nationaux, base 2005

L'INDICE DES PRIX INSEE

PERMET-IL DE MESURER LE COUT DE LA VIE ?

La fédération de la métallurgie, avec les camarades de l'INSEE ont travaillé sur l'indice des prix et son utilisation pour les syndicats dans le cadre des négociations salariales. Ce travail est finalisé dans un livret et une petite vidéo explicative. Interview de Boris Plazzi, responsable du secteur revendications de la fédération qui a coordonné ce travail.

Pourquoi la fédération a-t-elle travaillé sur l'indice des prix ?

Que ce soit aux conseils nationaux ou à d'autres occasions, la problématique de l'IPC a régulièrement fait l'objet d'interventions de camarades.

D'ailleurs plusieurs camarades étaient intervenus au 39^e congrès pour évoquer la nécessité à la CGT de se doter d'un outil du genre indice des prix mais basé sur l'inflation réelle du pays et de leur vécu de tous les jours. Nous avons donc décidé de mettre en œuvre une décision de congrès fédéral.

Pour ceux qui étaient présents au dernier Conseil national en octobre 2012, nous avons eu un débat avec les deux camarades du syndicat CGT de l'INSEE au sujet du travail en commun avec la fédération et en partie concernant la première note réalisée. Des dirigeants d'autres fédérations CGT intéressés aussi par nos travaux avaient également participé à cette présentation. Pour en avoir discuté avec plusieurs dirigeants des fédérations, notre

travail avec la fédération des finances et du syndicat CGT de l'INSEE intéresse beaucoup de camarades à la CGT. D'ailleurs, nous allons mettre en commun nos travaux, que tous en profite...

Qu'est-ce qui est ressorti de ce travail avec les camarades du syndicat de l'INSEE ?

Lors du CN d'octobre, le débat avait permis de s'approprier la note commune résumant le travail que nous avons réalisé. D'autre part, cela avait permis de mieux comprendre le mécanisme de calcul de l'indice INSEE, notamment ses insuffisances et donc la nécessité de le compléter par un autre indice. Le débat avait aussi souligné la difficulté pour saisir la complexité des mécanismes de calcul y compris l'avis de la CGT. Pour cela, nous avons évoqué cette problématique avec les camarades de l'INSEE et de la fédération des finances CGT. Notre réflexion a débouché sur l'idée de vulgariser en quelque sorte les mécanismes de calcul d'un réel indice de mesure du coût de la vie. Il nous a semblé pertinent de rendre plus accessible nos propositions avec une petite vidéo de quelques minutes.

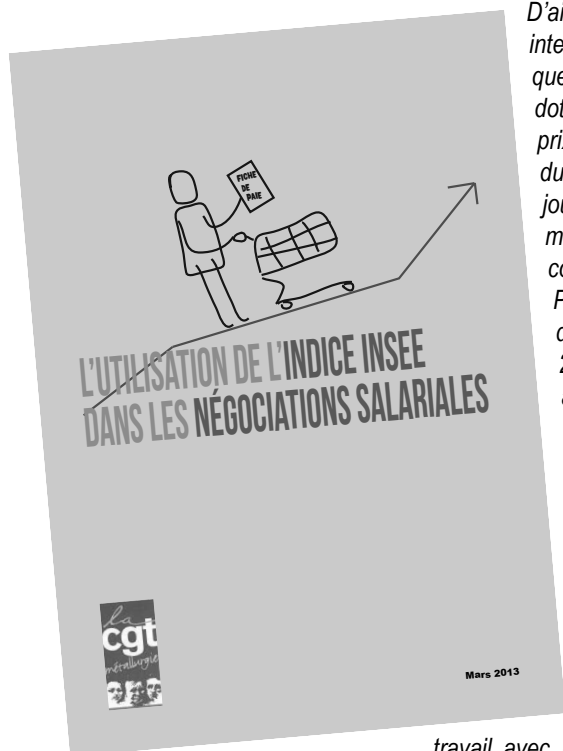
Celle-ci, avec le livret d'explication qui l'accompagne, est la deuxième étape afin de poursuivre ce travail commun sur l'indice des prix à la consommation.

Comment utiliser ce travail CGT sur le coût de la vie ?

Dans les négociations salariales, les organisations syndicales se voient opposer par les patrons l'indice des prix de l'INSEE pour indexer les salaires avec cet instrument. Selon le patronat, les augmentations générales de salaires qui seraient égales à l'évolution de l'indice INSEE permettraient de maintenir le pouvoir d'achat des salariés. Or, nous démontrons le contraire et la petite vidéo le souligne très bien.

Nous souhaitons maintenant qu'un grand nombre de syndiqués et salariés s'approprient ces éléments pour en débattre notamment dans le cadre de la loi sur la « sécurisation » de l'emploi. C'est un outil que l'on met à disposition des syndicats pour engager le débat sur les augmentations de salaires alors qu'on nous ressasse sans cesse que c'est la crise, qu'il faut faire des efforts.

Pour finir, je souhaite, qu'en plus du livret et de la vidéo, un dossier technique qui précise les calculs et indique les liens avec les sites est disponible sur demande. De même, nous nous mettons à disposition des syndicats pour faire une journée d'études.



Vous pouvez commander le livret auprès du service communication de la fédération au 01.55.82.86.19 ou par mail communication@ftm-cgt.fr. Le livret est également consultable sur le site internet de la fédération accompagné de la vidéo (voir vidéo en une du site de la FTM CGT).

ASSURER 60 BRANCHES DE MÉTIERS, C'EST UN MÉTIER

AG2R LA MONDIALE est un groupe de protection sociale, acteur complet de l'assurance de personnes, pionnier et leader des accords de branche en santé et prévoyance.

AG2R LA MONDIALE dispose d'une véritable capacité à prendre en compte des problématiques professionnelles diverses et évolutives dans tous les secteurs d'activité : industrie, service ou commerce. Chaque assuré bénéficie des mêmes niveaux de garanties et de services, qu'il travaille dans une petite ou une grande entreprise. Pour plus d'informations, contactez Joël BIENASSIS Direction des Accords Collectifs.

Tél. : 01 76 60 85 32 - dac-interpro@ag2rlamondiale.fr



AG2R LA MONDIALE le contraire de seul au monde

PRÉVOYANCE
SANTÉ
ÉPARGNE
RETRAITE
ACTION SOCIALE